

# Les guerres entre « Etats socialistes » : le conflit sino-indochinois de 1978-1979

vendredi 22 septembre 2006, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2006).

**Cette contribution a été écrite pour le *Historisch-Kritisches Wörterbuch des Marxismus*, Vol. 7 (lettre K), à paraître en 2007. Il s'agit d'un « dictionnaire » conceptuel et non d'une encyclopédie historique. Le sujet a été traité en conséquence.**

## Sommaire

- [1975-1979 : des escarmouches](#)
- [Un nœud de tensions géopolitiques](#)
- [Implications proches et \(...\)](#)
- [Lignes de réflexion](#)
- [En guise de conclusion](#)

Les guerres entre « Etats socialistes » font partie des nombreuses questions nouvelles (politiques et théoriques) posées aux marxistes durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les guerres dont il est ici question sont très réelles. Dans quelle mesure en est-il de même des « Etats socialistes » ? Notons que d'un point de vue marxiste, on est en quelque sorte confronté à une contradiction dans les termes, puisque le dépérissement de l'Etat est en principe l'une des composantes du développement socialiste.

Il existe par ailleurs bien des débats sur la nature des Etats en causes, qui ne sauraient être tranchés par le choix d'un adjectif. Pour l'heure et par commodité, on usera de la formule courante d'« Etats socialistes », les guillemets rappelant qu'il ne s'agit en rien d'un concept. Nous reviendrons plus loin, brièvement, sur le cadre de cette question (la société de transition). L'objet de cette contribution n'est pas le fameux débat sur « la » « nature » de ces Etats : ouvriers, bureaucratiquement dégénérés ou déformés, bureaucratiques, capitalistes..., même si on ne peut totalement l'ignorer.

Il nous faut aborder avec d'autant plus de prudence la discussion conceptuelle que nous travaillons sur une « fenêtre » historique très courte. Il n'y a que sept décennies entre la naissance du premier « Etat socialiste » en 1917 et l'implosion de l'URSS. De nombreux conflits, très violents, se sont produits en Russie même (liés, en particuliers, au processus de stalinisation), ainsi qu'entre Moscou et d'autres « Etats socialistes » (dénonciation du « Titisme », rupture sino-soviétique). Mais les premières interventions « inter-étatiques » proprement armées ont la particularité de se dérouler au sein même du bloc soviétique : de la Pologne et de la Hongrie (1956) à la Tchécoslovaquie (1968). Il s'agit alors d'une « invasion interne », d'une reprise de contrôle militaire, plus que d'une guerre entre Etats indépendants.

Dans le cadre du conflit sino-soviétique, durant les années 1960, la contestation des tracés frontaliers a donné lieu à des incidents militaires entre l'URSS et la Chine qui prendront une ampleur particulièrement sérieuse le long des fleuves Amour et Oussouri.

Cependant, la première véritable guerre entre « Etats socialiste » est celle, triangulaire, qui oppose en 1978-1980 le Vietnam, le Cambodge et la Chine. Certes, il ne s'agit pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cette guerre s'inscrit dans une histoire, celle des conflits croissants qui déchirent ledit « camp socialiste ». Mais, à ce niveau d'affrontement et sous cette forme précise, c'est la première et c'est aussi la seule – alors que l'analyse des guerres entre Etats capitalistes (sans guillemets) peut s'appuyer sur un très grand nombre de cas, dans toutes les régions du monde et sur une (relativement) longue période de temps.

La difficulté à laquelle nous sommes ici confrontée est d'autant plus grande que chaque conflit présente un ensemble de déterminations et de caractéristiques fort particulières par-delà lesquelles il n'est pas toujours facile de mettre à jour des facteurs plus généraux. C'est en particulier vrai en Indochine avec l'émergence d'un acteur qui a joué un rôle central dans la crise régionale, mais dont on ne connaissait quasiment rien avant 1975 : le mouvement Khmers rouges de Pol Pot.

### **1975-1979 : des escarmouches frontalières à une guerre sur deux fronts.**

Les premières confrontations militaires ouvertes (mais localisées) entre le Cambodge et le Vietnam se sont produites très tôt, immédiatement après les victoires indochinoises conjointes d'avril 1975. Une simple chronologie des événements montre comment la montée des tensions entre Hanoi et Phnom Penh n'est pas seulement due au conflit qui oppose alors les partis communistes cambodgiens et vietnamiens. Elle est aussi attisée par le jeu changeant des alliances entre puissances mondiales et régionales.

**L'amorce : 1975-1977.** Les Khmers rouges entrent à Phnom Penh le 17 avril 1975 et la défaite de Washington au Vietnam est consommée à Saigon deux semaines plus tard, le 30 avril. A l'heure de la victoire, les représentants cambodgiens à Paris laissent entendre à leurs interlocuteurs que les rapports avec leurs alliés vietnamiens sont dégradés, mais il est encore bien difficile de percevoir la violence du conflit à venir, même si les premiers signes annonciateurs de la crise ne tardent pas. Dès le 4 mai 1975, les Khmers rouges lancent une offensive contre des îles vietnamiennes. Le 12 juin, les Vietnamiens occupent à leur tour une île cambodgienne. Après une période d'observation, les heurts se multiplient sur la frontière terrestre et prennent, deux ans plus tard, une envergure nouvelle avec l'attaque khmère rouge du 30 avril 1977 contre des villages vietnamiens.

**Moscou, Pékin, Washington : 1975-1978.** Très rapidement aussi, les réalignements internationaux au sein du « camp socialiste » se précisent. Le 18 août 1975, Pékin annonce une aide économique massive au Cambodge et le 30 octobre, c'est au tour de Moscou d'annoncer une aide économique à long terme en faveur du Vietnam. Le 6 février 1976, la Chine signe avec Phnom Penh un accord militaire secret. Le 24 février 1977, Pékin annonce la non-reconduction de l'aide chinoise au Vietnam. Le 17 juillet, le Vietnam et le Laos signent un traité d'amitié. Le 28 septembre, Pol Pot est reçu en grande pompe en Chine. Le 28 juin 1978, le Vietnam adhère au Comecon et le 3 novembre, Hanoi signe un traité d'amitié avec Moscou. Le 11 juillet, le Vietnam renonce officiellement à tout préalable à la normalisation de ses rapports avec Washington, mais le 11 octobre, le président Carter suspend le processus. En revanche, le 15 décembre, les rapports diplomatiques sont normalisés entre les Etats-Unis et la Chine.

**Hanoi, Phnom Penh : 1977-1978.** C'est dans ce contexte diplomatique et international que l'état de guerre s'installe à la frontière khméro-vietnamienne. Le 24 septembre 1977 notamment, une attaque cambodgienne fait des centaines de victimes au Vietnam. Le 25 décembre, les Vietnamiens lancent une première contre-attaque d'ampleur. Le 31 décembre 1977, les relations diplomatiques entre le Cambodge et le Vietnam sont rompues. Les combats frontaliers ne cessent de s'aggraver. Au

sein même du PCK, la direction Pol Pot consolide son emprise en accentuant la répression contre la fraction khmère rouge traditionnellement implantée dans l'Est cambodgien frontalier. Côté vietnamien, une première unité militaire formée de Khmers opposés au régime polpottien est constituée le 22 avril 1978 ; la création du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchéa est annoncée le 2 décembre.

**La guerre, en grand : fin 1978-début 1979.** Le 25 décembre 1978, les forces vietnamiennes entrent au Cambodge. Elles prennent Phnom Penh le 7 janvier 1979. Le régime khmer rouge s'effondre brusquement. Le 28 janvier 1979, Deng Xiaoping se rend à Washington pour défendre la nécessité de donner une « leçon » au Vietnam. Le 17 février, l'armée chinoise passe à l'attaque sur toute la frontière. L'offensive dure 16 jours et finit par atteindre Lang Son. Les combats sont très violents et les pertes chinoises particulièrement élevées. Toute la région occupée — hier épargnée par les bombardements US car trop proche de la Chine — est cette fois-ci systématiquement dévastée par l'armée chinoise avant son retrait.

**Lente fin de guerre au Cambodge : 1979-1991.** Les forces khmères rouges s'étant repliées sur des bases à la frontière thaïlandaise (où elle reçoivent une aide chinoise), les combats durent une dizaine d'années. Les Vietnamiens amorcent le retrait de leurs troupes en 1987 et l'achèvent pour l'essentiel en 1989 (quitte à intervenir ponctuellement pour soutenir l'armée gouvernementale). Ce n'est qu'en octobre 1991 que des accords de paix sont signés à Paris. C'est la fin de ce que l'on a pu appeler la « troisième guerre d'Indochine » menée cette fois-ci entre « frères ennemis ».

## Un nœud de tensions géopolitiques

Qu'est-ce qui a provoqué la guerre de 1978-1979 ? Les préoccupations économiques ne sont jamais absentes des calculs géopolitiques. Les ressources pétrolifères expliquent, par exemple, pour une bonne part l'âpreté du conflit qui oppose Pékin à tous les pays riverains de la mer de Chine du Sud (dont le Vietnam) sur la revendication d'archipels inhabités : Spartley, Paracels... Mais la compétition pour le contrôle de richesses économiques n'apparaît pas comme le moteur de cette guerre.

De même, les Khmers rouges ont affiché des prétentions historiques sur le delta du Mékong et ont pu affirmer qu'ils « libéreraient » militairement Saigon ; mais la conquête territoriale ou la contestation des tracés frontaliers semble avoir été le prétexte plutôt que l'enjeu effectif des combats (avec une exception possible dans le domaine maritime). Le Vietnam s'est pour sa part retiré du Cambodge en 1991, une fois un nouveau régime, non hostile, installé, et ne garde qu'une influence marginale dans le pays comparée à celle des intérêts établis en Thaïlande ou en Chine.

Pour Hanoi, à partir de mai 1975, la tâche prioritaire de l'heure était intérieure : assurer la réunification d'un pays divisé depuis deux décennies et relancer la production. A cette fin, sur le plan international, le PCV espérait prolonger ses alliances (conflictuelles) de la période de guerre en continuant à jouer de la rivalité sino-soviétique pour recevoir une aide des deux « grands » du « camp socialiste ». Il lui faut aussi briser l'isolement dans lequel Washington veut le maintenir. La direction vietnamienne sait que ses proches au sein du PCK ont été physiquement éliminés par la fraction Pol Pot, mais la question cambodgienne apparaît secondaire face à ces priorités intérieures et extérieures.

Ainsi, « à l'inverse du Kampuchéa démocratique qui, sous les Khmers rouge, ferma hermétiquement ses frontières et s'en remit à la Chine, Hanoi, à partir de 1975, s'efforça de développer une politique étrangère indépendante, fondée sur des relations équilibrées avec les deux superpuissances » [Chanda 1986, 23]. Cependant, la politique du PCV est rapidement mise en échec : Pékin exige de

Hanoi la rupture avec Moscou ; le conflit avec les Khmers rouges s'aiguise ; Washington est bien décidé à faire perdre la paix à Hanoi. Et la tension à la frontière cambodgienne s'intensifie : « *Dans une large mesure, Hanoi a réagi à des pressions externes imprévues* », tout en étant capable d'y répondre « *avec une grande brutalité* » [Evans & Rowley 1984, iii].

Au-delà du conflit entre le régime khmer rouge et Hanoi, la guerre de 1978-1979 avait pour principal objectif de modifier « à chaud » les rapports de forces issus des victoires indochinoises de 1975 ; à savoir : épuiser intérieurement le Vietnam et réduire son influence politique tant dans la région qu'à l'échelle internationale. Cette guerre est, à ce niveau, « géostratégique » et ne se mène pas seulement entre « Etats socialistes ». L'alliance qui se noue face au Vietnam en témoigne : elle réunit notamment les Etats-Unis (et l'ONU), la Chine, le Cambodge des Khmers rouges et la Thaïlande. A noter qu'elle se maintient après la proclamation officielle du Kampuchéa démocratique et le retrait de Sihanouk côté cambodgien, et après la reconquête du pouvoir par Deng Xiaoping côté chinois (qui développe une orientation à l'exact opposé de celle de Pol Pot). Rien d'idéologique dans le « bloc » anti-vietnamien, même en ce qui concerne les « Etats socialistes » qui en font partie !

En 1975-1980, le « *triangle Chine-Cambodge-Vietnam* » [Burchett 1981] est l'épicentre de plusieurs champs de conflits mondiaux et régionaux. C'est ce qui fait la complexité de la crise sino-indochinoise et qui explique dans une large mesure les divergences d'analyses ou de positionnement qui se sont manifestées à son occasion au sein du mouvement de solidarité international. Nous ne sommes pas en présence d'une confrontation simple entre deux camps politiques clairement définis, du moins dans des termes traditionnels. Les « camps » en présence sont multiples et les alliances hétérogènes.

Sur le plan mondial, l'Indochine est tout d'abord située au point d'intersection de deux champs de conflits majeurs.

Le premier ne soulève aucune difficulté particulière à l'analyse marxiste. Le Vietnam a été, plusieurs décennies durant, au cœur de la confrontation mondiale entre révolution et contre-révolution, ainsi qu'entre blocs soviétique et occidental. La défaite américaine à Saïgon ne signifie pas la fin de la politique impérialiste, mais, aux lendemains de la défaite de 1975, les capacités d'action directe des USA s'avèrent limitées : « *Tous ce que les Etats-Unis ont la capacité d'accomplir aujourd'hui est d'imposer des souffrances incommensurables aux peuples que ses armes et son argent ne peuvent placer sous contrôle* » [Kolko 1986, 558]. Au-delà, il s'agit de « *reconstruire l'idéologie impériale* » [Chomsky & Herman 1979] et de redonner à la puissance étasunienne sa capacité politique d'intervention contre-révolutionnaire internationale. De ce double point de vue, le conflit sino-indochinois de 1978-1979 est, pour Washington, une guerre par procuration. Du pain béni.

Le second est, d'un point de vue marxiste, plus complexe, même si la question n'est alors plus vraiment nouvelle. La guerre de 1978-1979 est ainsi le point d'aboutissement d'un conflit sino-soviétique qui remonte à loin : lutte de fraction Mao Zedong-Wang Ming au sein du PCC dans les années 1930 ; refus par Moscou d'envisager la victoire de la révolution chinoise dans les années 1940 ; abandon sur la question nucléaire de la Chine par le PC d'URSS au moment de la coexistence pacifique dans les années cinquante-soixante, suivi de la rupture ouverte entre les deux régimes ; tournant de la politique chinoise qui fait du « social-impérialisme » l'ennemi principal en lieu et place des Etats-Unis... La rupture sino-soviétique n'a pas débouché sur un conflit frontal entre les deux pays mais sur une guerre locale, au Vietnam.

Sur le plan régional, la défaite impérialiste et le retrait US laissent brusquement le champ libre à des contradictions que la guerre avait jusqu'alors maintenues à l'arrière-plan.

**La rivalité sino-vietnamienne.** Elle est politique (le point de référence révolutionnaire) tout autant

que géostratégique (Hanoi est un obstacle au déploiement de la présence chinoise dans la zone d'influence immédiate de Pékin). Elle se cristallise immédiatement dès la victoire d'avril 1975, notamment sur la question des Paracels, archipel revendiqué par Pékin, mais dont Hanoi, à la suite de Saigon, réaffirme sans attendre l'appartenance au Vietnam. D'un point de vue analytique, la dynamique à l'œuvre n'est pas sans rappeler celle, antérieure, du conflit sino-soviétique.

**Le conflit khméro-vietnamien.** Que ce conflit ait été instrumentalisé par les puissances (Etats-Unis, Chine, URSS...) est facile à comprendre, mais son caractère paroxysmique l'est beaucoup moins. Or, même des auteurs très hostiles au régime vietnamien et à ses « *ambitions conquérantes* » reconnaissent que « *l'attitude agressive, violente et délibérément provocatrice des Khmers rouges joua certainement un rôle de détonateur* » dans la crise générale de 1978-1979. [Roze 2000, 12]. Sans ce détonateur, les contradictions à l'œuvre au lendemain des victoires de 1975 n'auraient pas nécessairement débouché sur des guerres ouvertes, des interventions massives et des occupations militaires.

Faut-il en appeler à l'histoire pour expliquer la guerre entre « Etats socialistes » ? Pas plus que pour expliquer les guerres entre Etats capitalistes, même si il est « *particulièrement frappant* » de voir que « *tous les pays* » directement engagés dans le conflit, « *ont tenté de trouver des arguments dans l'histoire ancienne contre leurs voisins* » [van Ginneken 1983, 11]. Dans tout le sud-est asiatique, les frontières ont été modifiées de façon répétée avant, pendant et après la période coloniale et plus d'un territoire reste encore contesté. Si une telle instabilité passée suffisait à provoquer la guerre, toute la région serait aujourd'hui à feu et à sang. L'histoire a servi d'argument aux mobilisations guerrières, sans en être le moteur ou la cause.

### Implications proches et lointaines

Les implications de la crise sino-indochinoise ont été considérables. Au Vietnam même, obligé de rester en état de guerre près de quinze ans de plus, et où un conflit avant tout social — avec la grosse bourgeoisie commerçante chinoise — a pris un tour communautaire (Pékin étant suspecté de soutenir les Chinois contre le régime), alimentant l'exode massif des « boat people ».

Dans toute la région, un coup d'arrêt a été porté aux développements révolutionnaires. Ce fut très directement le cas en Thaïlande où, dans les années 1970 et pour la première fois, le Parti communiste était en mesure de diriger une lutte d'ampleur nationale : au milieu des années 1980, le PCT avait virtuellement cessé d'exister. Il y a, à cette dynamique de désintégration, bien des raisons liées à la nature d'une direction contrôlée par des sino-thaïs d'obédience maoïste et à une stratégie centrée sur l'organisation des forces politico-militaires dans la jungle. Mais la guerre de 1978-1979 a précipité cette crise, le PCT, aligné sur Pékin, perdant brusquement ses bases au Laos puis au Cambodge, et ses appuis logistiques. [Rousset 1983, 2007]

Les principaux mouvements révolutionnaires d'Asie du Sud-Est, maoïstes, ont d'emblée pris fait et cause contre le régime vietnamien et le « social-impérialisme » soviétique, quitte à se retrouver inconfortablement dans le même camp que les Etats-Unis. Au fil des ans, il est devenu de plus en plus difficile d'ignorer l'ampleur des crimes commis par les Khmers rouges et les changements opérés par la politique internationale chinoise. Des réévaluations de fond se sont amorcées, mais inégalement suivant les pays, tardivement, au prix de crises et d'un affaiblissement général des forces d'extrême gauche.

La crise sino-indochinoise a fourni un répit précieux à l'impérialisme et la dynamique internationale initiée par son enlisement vietnamien s'est épuisée après la révolution portugaise de 1974 et les victoires d'Angola ou du Mozambique, puis celle de la révolution nicaraguayenne de 1979 qui s'est

retrouvée dramatiquement isolée. Elle a aussi divisé le mouvement de solidarité internationale, une aile (minoritaire) de l'extrême gauche allant jusqu'à se reconnaître (temporairement) dans la « radicalité » de la déconnection Khmer rouge d'avec le marché mondial. [Rousset 1982a] Plus profondément, la guerre de 1978-1979, de concert avec le triomphe de la *realpolitik* d'Etat de Moscou à Pékin, a contribué à déconsidérer la notion d'internationalisme. Ce n'est en fait qu'avec le développement des résistances à la mondialisation libérale et la naissance des forums sociaux mondiaux qu'un nouveau cadre large de collaboration internationaliste entre mouvements variés s'est reconstitué [Rousset 2005a].

L'impact de la guerre de 1978-1979 a été d'autant plus grand que l'Indochine avait été un pôle de référence politique majeur pour la génération radicale internationale des années 1960-1970, dont les conceptions stratégiques avaient été influencées par les révolutions asiatiques. [Rousset 2006] La crise sino-indochinoise a donc représenté un point de rupture dans l'histoire de cette génération militante anti-impérialiste. Mais elle a aussi nourri un nouvel effort de réflexion critique.

### Lignes de réflexion

Comme toute guerre, la crise sino-indochinoise éclaire un certain nombre de questions de fond, ou du moins permet de les aborder frontalement. On en reprendra certaines ici.

**Un se divise en trois ; les figures du nationalisme.** Au début des années 1930, le Parti communiste indochinois (PCI) devait en principe s'organiser dans l'ensemble de l'Indochine, même s'il était surtout implanté au Vietnam. La division en trois de ce parti est devenue inévitable, une fois que le combat d'émancipation a pris la forme de luttes de libération nationale : dans ce cadre notamment, la réaffirmation de l'identité politique et culturelle face à la domination coloniale (et le tracé artificiel des frontières) devenait central. L'Indochine laissait place au Vietnam, au Laos et au Cambodge. [Rousset 1978]

La crise sino-indochinoise aide à penser la question du nationalisme dans sa complexité. Le dynamisme de ces révolutions (en Chine et au Vietnam en particulier) a validé la distinction léniniste entre nationalisme réactionnaire des pays dominants et nationalisme progressiste des pays dominés. Elles ont fourni un éclairage nouveau et stimulant sur les conditions de naissance d'un Etat-nation (en lien avec l'Etat centralisé « asiatique » plutôt qu'avec la formation du marché capitaliste). En revanche, le thème des « 4000 ans d'histoire nationale », commun à l'idéologie des principaux partis concernés par cette crise, est beaucoup plus problématique, car il fait de la nation un véritable invariant historique. [Rousset, 1991] Ainsi, pour Nguyen Khac Vien, au Vietnam, une « *civilisation originale* » est apparue « *vers la fin du premier millénaire avant notre ère* » qui « *finira par se constituer en une culture nationale indépendante* » après dix siècles d'occupation chinoise (Han) [Nguyen 1999, 19]. Les « *racines* » de la « *nation* » qui se forme à partir du 10<sup>e</sup> siècle remonteraient alors à la période pré-chinoise. [Hodgkin 1981, 5]

Une telle vision nationaliste de l'histoire peut déboucher sur une impasse politique en cas de conflit, chaque parti ou régime recherchant dans le passé la justification de ses ambitions présentes. Elle a donné lieu à des dérapages plus ou moins durables, même au Vietnam en 1978 quand le régime a traité la communauté chinoise en « cinquième colonne ». Pourtant, si elle a dans tous les cas un arrière-plan commun, elle prend aussi des contenus différents : Pékin affiche sans fard un nationalisme de grande puissance. Hanoi chante l'unicité vietnamienne dont le régime serait l'expression intangible. Phnom Penh déploie une idéologie violemment raciste et xénophobe.

Dans le monde, la question nationale apparaît aujourd'hui dans toute sa complexité à l'heure où s'affirment tout aussi bien « *des poussées de xénophobie et des replis identitaires* » que « *des*

*mouvements émancipateurs, qui articulent, sous des formes inédites, revendications nationales et internationalisme* ». [Löwy 1997, 5]

**La spécificité khmère rouge.** Les partis communistes d'Asie orientale apparaissent par bien des aspects cousins. Le PC chinois comme le PC vietnamien n'en présentent pas moins des traits originaux propres très importants et sont bien loin d'être des frères jumeaux ! [Rousset 1975, 1984, 1987] On peut dire que le cousinage lui-même disparaît dans le cas du mouvement communiste cambodgien, tant les transformations opérées en son sein par la fraction Pol Pot sont profondes. [Rousset 1982b] Le courant khmer rouge ne représente pas une version « ultra » (dans le nationalisme et le radicalisme) du maoïsme. Sa politique, au moment il prend le pouvoir, en témoigne. Au lendemain de la victoire de 1949, le PCC avait eu pour premier souci de consolider sa base sociale : recentrage sur les villes, réforme agraire, loi sur la famille... Le PCK a fait exactement l'inverse en 1975, désintégrant ce qui aurait pu élargir son assise sociale. Le régime khmer rouge est ainsi entré en crise dès qu'il s'est établi. La spirale répressive a frappé le parti tout autant que le pays.

Les éléments suspectés d'être proches des Vietnamiens, au sein du PCK, avaient été secrètement liquidés les années précédant la victoire. Peu après la conquête de Phnom Penh, les luttes fractionnelles ont opposé les régions et les courants khmers rouges entre eux. La dénonciation du Vietnam a servi de ciment au régime et de justificatif à la paranoïa répressive de la direction Pol Pot, nourrissant une fuite en avant guerrière. C'est dans ces conditions que la crise cambodgienne est devenue le détonateur de la crise sino-indochinoise.

L'implosion du régime khmer rouge constitue une donnée politique essentielle à la compréhension des événements de 1978-1979. Elle soulève aussi un sérieux problème théorique. Qu'est-ce que le PCK est devenu, une fois pris en main par la fraction Pol Pot ? Il y a là une spécificité difficile à définir en termes de classe, bien que tout ait été tenté en la matière. Est-ce un parti ouvrier, alors qu'il jette dans un même exode mortel intellectuels, fonctionnaires, prolétaires, sous- et semi-prolétaires ? Un parti paysan quand il impose le travail forcé et individualisé dans les campagnes ? Un parti bourgeois quand il va jusqu'à supprimer la monnaie ? Il y a quelque chose d'irréductiblement inadéquat dans ces définitions classiques.

L'un des meilleurs spécialistes du Cambodge, Ben Kiernan pose le problème en ces termes : la conquête du pouvoir par les Khmers rouge de Pol Pot « *ne fut ni une révolution prolétarienne communiste qui privilégiait la classe ouvrière, ni une révolution paysanne qui favorisait les cultivateurs. Les privilégiés au sein du Kampuchéa démocratique, quelle que fut leur forme, allèrent aux seuls Khmers reconnus comme tel. L'appartenance à la race authentique était la condition nécessaire, mais non suffisante, de reconnaissance officielle* » [Kiernan 1996, 37-38]. Cette reconnaissance dépendait aussi de logiques fractionnelles pour le contrôle du pouvoir.

**La contre-révolution dans la révolution.** La guerre de 1978-1979 illustre la constance de la pression impérialiste, exercée contre des révolutions victorieuses. Elle montre aussi à quels désastres peut aboutir le triomphe de la realpolitik dans le « camp socialiste ». Depuis près d'un siècle, les marxistes ont dû s'attacher à analyser le « danger intérieur » au mouvement ouvrier et au combat révolutionnaire. Ce danger s'est avéré plus multiforme que nous aurions pu l'imaginer. Nous avons ainsi été confronté à trois grands processus de dégénérescence.

1. *Le premier processus de dégénérescence a conduit à la trahison social-démocrate de 1914* (l'alignement sur les bourgeoisies nationales dans la guerre). Il est à l'origine du triomphe de la realpolitik à l'encontre de l'internationalisme et nous en payons aujourd'hui encore le prix. Par-delà le débat sur les mécanismes en cause (notamment la question controversée de l'aristocratie ouvrière), la question est ici assez simple : la cooptation au sein des élites sociales de ceux qui

deviennent « *les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier* », les « *labor lieutenants of the capitalist class* ». [Lénine 1919, 454]

2. *Le second processus était déjà beaucoup plus compliqué à analyser : le stalinisme et la constitution d'une couche sociale privilégiée au sein de l'Etat issu de la révolution, dans le cadre d'une société de transition (non capitaliste). Des processus de bureaucratisation se sont manifestés dans toutes les révolutions, sous des formes et à des degrés divers. En URSS dans les années 1930 et en Chine à la suite de la Révolution culturelle, ce sont de véritables contre-révolutions dans la révolution qui se sont produites.*

Pour comprendre de tels processus, il ne suffit pas, prévenait l'oppositionnel de gauche Christian Rakovsky, d'analyser les rapports de classes en général. Il faut examiner la « *question fondamentale* » des « *dangers professionnels du pouvoir* », ces dangers qui « *se créent dans les rangs de la classe victorieuse elle-même* », le prolétariat. [Rakovsky 1928, 117-119] Longtemps auparavant, Lénine avait déjà insisté sur la nécessité de ne pas s'en tenir au concept abstrait d'Etat ouvrier et prendre en compte les « *conditions concrètes de la transition* » déterminant les traits particuliers de l'Etat soviétique, telles que ses « *déformations bureaucratiques* ». [Lénine 1920, 17] Dans ses derniers écrits, il soulignait de même combien le nationalisme oppresseur (le « *chauvinisme grand-russe* ») était l'idéologie de « *la bureaucratie russe typique* ». [Lénine 1922, 619] La transition, cette société « *intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme* » est aussi le cadre dans lequel Trotsky analyse le régime stalinien de 1936, où la bureaucratie de l'époque « *est devenue une caste incontrôlée* ». [Trotsky 1936, 606]

La division du travail continue à opérer dans la transition post-capitaliste. En l'absence d'une classe dominante au pouvoir, l'Etat offre, pour peu que le contrôle populaire se réduise, un cadre au sein duquel une nouvelle couche privilégiée peut se cristalliser et s'affirmer collectivement — au point d'occuper la place d'une classe dominante sans pour autant en être nécessairement une dans la mesure où (la société restant de transition) elle n'incarne pas un mode de production stabilisé et n'a donc pas les racines d'une classe fondamentale. L'Etat (et non le capital) devient son instrument d'action privilégié y compris en matière internationale et jusqu'à l'intervention militaire. Pour nommer ce type de couche sociale privilégiée, de bureaucratie d'Etat, Michael Löwy a proposé de réutiliser le terme d'« *estate* » (« *état* »). [Löwy 1981, 218]

3. *La montée en puissance des Khmers rouges (du moins de la fraction Pol Pot) semble bien exprimer un troisième processus de dégénérescence d'un mouvement révolutionnaire. Il s'achève en effet pour l'essentiel avant une éventuelle conquête du pouvoir (en dehors donc du cadre d'un Etat), sans que ledit mouvement ne soit coopté dans l'élite sociale ou ne sombre simplement dans le banditisme. Il donne naissance à une structure totalitaire qui se retourne contre sa propre base de masse. Certes, la victoire des Khmers rouges est le fruit de circonstances très particulières. Mais le processus spécifique de crise et de dégénérescence du PCK n'est pas unique comme en témoigne, par exemple, le Sentier lumineux au Pérou ou l'évolution du PC philippin après 1992. [Rousset 2005b]*

L'analyse théorique de telles mutations reste encore largement à faire. Rapports généraux de classes, crises sociales endémiques et politiques étatiques de militarisation généralisée en constituent l'arrière-plan. Mais pour comprendre ce processus original de dégénérescence, il faut certainement centrer aussi l'attention sur les dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans des organisations de lutte armée, comme il fallait s'attacher à la question spécifique de l'Etat dans la transition. Tout en rappelant qu'une telle évolution n'a rien d'inévitable et ne concerne en fait, du moins dans ses formes extrêmes, qu'une petite minorité d'organisations.

Ces trois processus ont une composante commune : le déracinement. Les appareils politiques, les

couches sociales ou les mouvements concernés ont tous été forgés par, ont été organiquement liés à, ou sont issus du mouvement ouvrier et, plus généralement, des combats populaires. Mais ils se sont progressivement élevés au-dessus des classes sociales laborieuses au point de se retourner contre elles. Ces trois processus soulèvent donc une question politique commune : la place de la démocratie (populaire, socialiste) dans le combat révolutionnaire et le contrôle de la base sociale sur les organisations qui la représentent. Une question d'autant plus importante que si les révolutions ont l'impérialisme et la contre-révolution bourgeoise pour ennemi principal, le danger « intérieur » de contre-révolution dans la révolution est loin d'être secondaire !

La critique politique traditionnelle du « substitutisme » trouve ici une application qui rejoint les questions soulevées par le courant zapatiste : ce n'est pas au mouvement armé, même révolutionnaire, de prendre le pouvoir en lieu et place du peuple.

**Crises, transition et discordances.** A quelques exceptions près (bonapartisme...), l'attention des marxistes s'est traditionnellement portée avant tout sur les correspondances : à la domination du mode de production capitaliste dans un pays correspond l'existence d'un Etat bourgeois. Les sociétés de transition obligent cependant à penser les discordances, précisément par ce qu'aucun mode de production n'impose sa domination. Il ne peut notamment y avoir d'Etat socialiste ou d'Etat ouvrier au sens où il y a un Etat bourgeois dans une société capitaliste stable.

L'analogie entre les termes d'Etat bourgeois et d'Etat ouvrier, alors qu'ils renvoient à des formations sociales de nature très différentes, explique probablement pour une part la difficulté des débats du siècle dernier autour de cette question. Elle tend en effet à masquer ce qui caractérise une société de transition : la « discordance » entre « instances » (économique, sociale, étatique, culturelle...) y est la règle et non l'exception.

La notion de discordance n'est pas seulement utile dans l'analyse des contradictions propres à une société de transition. Elle l'est aussi pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans un pays capitaliste taraudé par une crise chronique. Elle trouve enfin aujourd'hui de nouveaux champs d'application, alors que la « *malmesure du monde social se combine au dérèglement des espaces et des rythmes de la politique sous l'effet de la mondialisation marchande, de la reproduction élargie du capital et de l'accélération endiablée de ses rotations. Le temps de la démocratie est débordé par le temps bref de l'urgence et de l'arbitrage instantané des marchés comme par le temps long de l'écologie. Les espaces économiques, politiques, juridiques, écologiques sont désaccordés.* » [Bensaïd 2003, 22].

Ce que vont devenir les figures sociales inattendues qui émergent parfois des soubresauts d'une crise de pourrissement irrésolue n'est pas écrit d'avance. Dans la crise et la transition, l'histoire s'ouvre à plus d'un possible. Ce n'est pas ignorer ou relativiser l'analyse de classe que de le noter. L'analyse de classe permet en effet de comprendre pourquoi il en est ainsi - et les polarités de classe conditionnent l'ensemble des rapports de pouvoir.

### **En guise de conclusion**

Aux origines de la crise sino-indochinoise des années 1970 se trouve un nœud des contradictions dont la combinaison a rendu la marche à la guerre irréversible.

Une analyse concrète de la façon dont ses contradictions se sont nouées ne tient évidemment pas lieu de théorie. Mais peut-on bâtir une théorie des guerres entre « Etats socialistes » comme on peut le faire pour les guerres inter-capitalistes ou inter-impérialistes ? Cela n'est pas évident non seulement parce que l'expérience historique est, en ce domaine, réduite, mais aussi parce qu'elle

porte sur l'inachevé (la transition...). Après l'implosion de l'URSS, l'intégration de la Russie comme de la Chine dans le marché mondial et la formation de nouvelles bourgeoisies, les guerres entre « Etats socialistes » ont bien peu de chance de se reproduire, faute de combattants.

En revanche, l'analyse des guerres entre « Etats socialistes » ou des interventions militaires du demi-siècle passé ouvre toute une série de pistes fondamentales de réflexion et débouche sur une question stratégique essentielle : comment repenser le projet socialiste et assurer l'enracinement durable du mouvement révolutionnaire pour se prémunir des diverses formes de dégénérescence qui les ont plongées dans l'impasse. Comment donc le repenser et le ré-enraciner en tant que processus effectif d'auto-émancipation.

### Références bibliographique

BENSAÏD Daniel (2003) : *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel, Paris.

BURCHETT Wilfred (1981) : *The China Cambodia Vietnam Triangle*, Zed Press & Vanguard Books, Londres & Chicago.

CHANDA, Nayan (1986) : *Brother Enemy. The War after the War. A history of Indochina since the fall of Saigon*, HNJ, San Diego-New York-London.

CHOMSKY Noam & HERMAN Edward (1979) : *After the Cataclysm : Post-War Indochina and the Reconstruction of Imperial Ideology*, South End Press, Boston.

EVANS Grant & ROWLEY Kelvin (1984) : *Red Brotherhood at War. Indochina since the fall of Saigon*, Verso, Londres 1984.

van Ginneken, Jaap (1983) : *The Third Indochina War. The conflicts between China, Vietnam and Cambodia*, University of Leiden.

HODGKIN Thomas (1981) : *Vietnam. The Revolutionary Path*, Macmillan, Londres & Basingstoke.

KIERNAN, Ben (1996) : *The Pol Pot Regime : Race, Power, and Genocide in Cambodia under the Khmer rouge 1975-79*, Yale University Press, Yale.

KOLKO Gabriel (1986) : *Vietnam, Anatomy of a War, 1940-1975*, Allen & Unwin, Londres-Sydney.

LENINE Vladimir (1919) : « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique », 21 janvier 1919, *Œuvres*, tome 28, Editions sociales.

— : (1920) : « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », 30 décembre 1920, *Œuvres*, tome 32, Editions sociales, Paris 1962.

— (1922) : « La question des nationalités ou de l'«autonomie» », 30 et 31 décembre 1922, *Œuvres*, tome 36, Ed. sociales, Paris 1976.

LOWY, Michael (1997) : *Patries ou planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Cahiers libres, Editions Page deux, Lausanne.

— (1981) *The Politics of Combined and Uneven Development. The Theory of Permanent Revolution*, Verso & NLB, Londres, pp. 215-219.

NGUYEN Khac Vien (1999) : *Vietnam, une longue histoire*, L'Harmattan, Paris.

RAKOVSKY Christian (1928) « Les 'dangers professionnels' du pouvoir » in *De la bureaucratie*, coll. livres rouges, Maspero, Paris 1971.

ROUSSET Pierre (2007) « Le Parti communiste de Thaïlande : envol et crise d'un 'parti de jungle' », Les Indes savantes, Paris (à paraître en 2007).

— (2006) : « Marxisme(s), révolution et tiers monde : réflexions sur les expériences d'Asie orientales — Un cheminement générationnel », 15 mai 2006. Contribution présentée à la conférence : "Mapping Difference : Structures and Categories of Knowledge Production", 19-20 mai 2006, Franklin Center, Duke University, Etats-Unis, site Internet d'Europe solidaire sans frontières : [http://www.europe-solidaire.org/article.php3?id\\_article=2609](http://www.europe-solidaire.org/article.php3?id_article=2609) Marxisme(s), révolutions et tiers monde : réflexions sur les expériences d'Asie orientale — Un cheminement générationnel

— (2005a) « The World Social Forum : A new framework for solidarities » (10 mars 2005), in Darwis Khudori editor, Bandung 2005 : *Rethinking Solidarity in Global Society. The Challenge of Globalisation for Social and Solidarity Movements. 50 Years after Bandung Asian African Conference 1955 Preliminary Work*, Ghadjah Mada University, Department of Anthropology, Faculty of Cultural Science & Yayasan Pondok Rakyat (People's Shelter Foundation), Action-Research Group on Urban Development, Yogyakarta. [A new framework for solidarities](#)

— (2005b) : « Entre passé et présent : les Khmers rouges, un cas unique ? », 12 mai 2005, site Internet d'Europe solidaire sans frontières : [http://www.europe-solidaire.org/article.php3?id\\_article=112](http://www.europe-solidaire.org/article.php3?id_article=112) Les Khmers rouges, un cas unique ?

— (1991) : *Le PCV dans la transition au socialisme : parti, Etat et population*, Document de travail de l'Institut international de recherche et de formation n° 17, IIRF, Amsterdam.

— (1986 & 1987) : *La révolution chinoise, tome. 1 : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste* et *tome 2 : Le projet maoïste à l'épreuve de la lutte de pouvoir*, Cahiers d'études et de recherche n° 2 et 3, Institut International de recherche et de formation (IIRF), Amsterdam novembre 1986 & mars 1987.

— (1985) : « Indochine : dix ans après la victoire », *Inprecor* n° 196 du 13 mai 1985 et n° 197 du 27 mai 1985.

— (1984) : « The Peculiarities of Vietnamese Communism », in Tariq Ali ed., *The Stalinist Legacy. Its impact on 20th-Century World Politics*, Penguin Books, pp. 321-344.

— (1983) : « Où en est la gauche thaïlandaise ? » in James Burnet & Jean Guilvout, *La Thaïlande*, Karthala, Paris. [La gauche thaïlandaise et le PCT : la décennie cruciale des années 1973-1982](#)

— (1982a) : « Le radicalisme sanglant du régime khmer rouge », *Inprecor* n° 122 du 5 avril 1982.

— (1982b) « Cambodge : Les avatars du 'communisme national' », *Inprecor* n° 125, 3 mai 1982.

— (1978) : *Communisme et nationalisme vietnamien. Le Vietnam entre les deux guerres mondiales*, Galilée, Paris.

— (1975) : *Le Parti communiste vietnamien, contribution à l'étude de la révolution vietnamienne*, seconde édition, Maspero, Paris.

ROZE, Xavier (2000) : *Géopolitique de l'Indochine. La péninsule éclatée*, Economica, Paris.

TROTSKY, Léon (1936) : « La Révolution trahie », in *De la révolution*, Editions de Minuit, Paris 1963.